

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Mark-Weisbrot-L-economie-venezuelienne-peut-elle-se-retablir>

# Mark Weisbrot : L'économie vénézuélienne peut-elle se rétablir ?

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : samedi 19 novembre 2016

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

Durant toute une période, l'expérience bolivarienne a engrangé beaucoup de succès. A partir de 2004, dès la prise de contrôle de l'industrie pétrolière par le gouvernement de Hugo Chavez, et jusqu'en 2014, le revenu par habitant réel a augmenté de 2% chaque année. Cela a constitué un grand changement comparé au déclin des vingt années qui ont précédé l'arrivée de Chavez au pouvoir, lorsque le produit intérieur brut (PIB) par habitant se réduisait en moyenne de 1,2% chaque année. Pendant la même décennie, la pauvreté a été réduite de 49 % et l'extrême pauvreté de 63 %. Le nombre de retraités âgés de plus de 60 ans bénéficiant d'une pension a été triplé, et des millions de Vénézuéliens ont eu pour la première fois accès aux services de santé et d'éducation. Ceci explique pourquoi le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) a pu obtenir 41 % des voix lors des élections législatives de décembre 2015 malgré la pénurie de produits de consommation, une inflation de 180 % et une profonde récession.

L'effondrement de l'économie au cours des trois dernières années était-il inévitable ? Est-il irréversible aussi longtemps que le PSUV sera au pouvoir ? Pour répondre à ces questions, il nous faut évaluer les raisons qui ont conduit le Venezuela dans cette situation et les possibilités que le pays a éventuellement de s'en sortir.

Pendant l'automne 2012, puis en février 2013, le gouvernement a réduit brutalement la disponibilité de devises. Dans le même temps, la pénurie de produits de base s'est aggravée, tandis que l'inflation et le cours du dollar au marché noir s'envolaient. En effet, le taux de change officiel, fixé par le gouvernement pour vendre la plupart de ses dollars obtenus par les rentrées pétrolières, était fixé à 6,3 bolivars (Bs) pour un dollar. Mais un marché parallèle existait déjà, et la pénurie de billets verts au taux officiel a fait exploser son prix au marché noir. Mécaniquement, cette augmentation a fait grimper l'inflation, en renchérissant le prix des biens importés.

Avec la montée de l'inflation, de plus en plus de personnes ont voulu acquérir des dollars parce qu'elles ont considéré cette devise comme un actif qui ne se déprécierait pas. Cette demande accrue a fait encore augmenter son cours sur le marché parallèle et, par conséquent, l'inflation. Ce cycle est à l'origine d'une spirale « inflation/dépréciation ». En octobre 2012, l'inflation était de 18 % et, sur le marché parallèle, le dollar s'échangeait à 13 Bs. Vers la fin 2015, l'inflation annuelle atteignait 180 % et, sur le marché parallèle, le change s'effectuait à 833 Bs. La pénurie de biens de consommation a alimenté la spirale qui, à son tour, a accentué la pénurie.

A la fin du premier trimestre 2014, l'économie vénézuélienne était déjà en récession, même si le cours international du pétrole culminait à plus de 100 dollars le baril. En janvier 2015, il était tombé à 48 dollars (le même prix qu'aujourd'hui). Ceci a réduit les revenus du gouvernement qui a été amené à faire tourner la planche à billets pour couvrir les dépenses. Cette création monétaire ne devait pas obligatoirement accélérer l'inflation, mais, dans un contexte de spirale « inflation/dépréciation », c'est ce qui est arrivé, et l'inflation a augmenté alors encore plus rapidement.

Depuis la fin du mois de mars dernier, le prix du dollar sur le marché parallèle a sensiblement baissé, passant d'environ 1 211 Bs (son niveau maximum) à 1 025 Bs, après avoir connu une hausse soutenue pendant plus de trois ans. Entre temps, le gouvernement a permis la hausse du prix du dollar sur un troisième marché, appelé SIMADI (Sistema Marginal de Divisas - Système marginal de devises) ou DICOM (Divisas Complementarias - Devises complémentaires). Le prix actuel du dollar sur ce troisième marché est d'environ 640 Bs, c'est-à-dire 60 % de celui proposé sur le marché parallèle.

Cela ne signifie pas pour autant que l'économie commence à se stabiliser. En premier lieu, le taux de change parallèle est toujours cent fois supérieur au taux officiel (dix bolivars). En second lieu, l'un des éléments déterminants du ralentissement de la spirale « inflation/dépréciation » a été l'approfondissement de la récession. Beaucoup moins de gens disposent désormais des moyens d'acheter des dollars, et nombreux sont ceux qui sont en train d'épuiser leurs réserves pour subvenir à leurs besoins de base. C'est donc cela qui provoque une baisse du cours du dollar sur le marché parallèle.

L'économie vénézuélienne ne peut se rétablir avec l'actuel système de change. Elle est engluée dans la récession. De plus, le système de change multiple, avec ses importantes différences de taux, favorise énormément la corruption. Toute personne ayant accès aux dollars officiels peut multiplier ses revenus par cent si elle les vend sur le marché parallèle, accessible pratiquement à tout le monde.

Le système de change officiel n'est cependant pas la seule explication de la baisse des rentrées de devises du gouvernement. Même après sa récente hausse, l'essence ne coûte toujours qu'environ 6 Bs le litre, c'est-à-dire un centime de dollar au taux SIMADI. L'électricité et le gaz sont aussi fortement subventionnés. Ces subventions coûtent à l'Etat plus de 13 % de son PIB. En comparaison, les sommes que le gouvernement fédéral des Etats-Unis a obtenues en 2015 de l'impôt sur le revenu des ménages et de l'impôt sur les sociétés représentaient environ 10,6 % du PIB...

Par ailleurs, il est difficile, voire impossible, de maintenir le contrôle des prix dans la situation économique actuelle. En 2015, les prix à la consommation ont augmenté en général de 180 %, mais les prix des aliments, qui sont sous contrôle, ont augmenté de 300 %... Il est donc clair que le contrôle des prix ne fonctionne pas.

Des millions de Vénézuéliens vivent d'expédients. Par exemple, ils passent des heures à faire la queue pour acheter des aliments subventionnés et les revendre après. Ils revendent également des devises sur le marché parallèle ou s'adonnent à la vente d'objets volés... Même une dictature disposant d'une énorme capacité répressive pour s'attaquer aux transactions illégales aurait des difficultés pour maintenir une économie en bon état de marche avec une telle distorsion des prix. Et le Venezuela n'est pas une dictature. En fait, l'Etat est plutôt faible en termes d'application de la loi.

Face à cette situation, il est clair que de sérieuses réformes sont nécessaires pour relancer l'économie. L'Union des nations sud-américaines (Unasur) a mis en place un groupe d'économistes coordonné par l'ancien président de la République Dominicaine, Leonel Fernandez, qui a présenté une série de propositions.

La réforme la plus urgente est l'unification du système de change. Il convient de la réaliser très rapidement et d'un seul coup. Le gouvernement peut injecter sur le marché une quantité fixe de dollars chaque jour, permettant ainsi de déterminer le prix par l'offre et la demande. Le prix du dollar serait sans doute plus bas que le taux actuel du marché parallèle. Un taux flottant est la seule façon d'éviter le gaspillage des faibles réserves en devises qui provoque le maintien - sans succès - d'un taux fixe surévalué.

Sachant que les dévaluations provoquent généralement une augmentation des prix, il est nécessaire de protéger les gens de toute hausse des produits de base, y compris la nourriture. On pourrait obtenir cette protection grâce à la généralisation du système existant des « cartes des Missions socialistes » (Tarjeta Misiones Socialistas) qui permettent des remises importantes et compenseraient ainsi la hausse des prix. Ce système devrait être opérationnel avant l'unification des taux de change.

Les subventions à l'énergie pourraient être éliminées graduellement dans les dix-huit prochains mois. Pour rendre cette décision acceptable, les gains supplémentaires obtenus par l'Etat grâce à l'augmentation des prix de l'énergie devraient être versés au budget des Tarjetas, ce qui constituerait un avantage net pour une majorité de Vénézuéliens. Certains contrôles des prix seraient éliminés, y compris ceux qui empêchent les producteurs de couvrir leurs frais.

D'autres mesures destinées à protéger le niveau de vie de vie sont envisageables : indexation des salaires sur l'inflation, création d'un programme temporaire de travaux publics destiné à créer de l'emploi. Ces mesures pourraient être financées par un impôt sur la richesse, semblable à celui qui existe en Colombie, et par une taxe sur

les transactions financières.

Le gouvernement peut mettre en vente une partie de ses actifs internationaux pour contribuer au financement de cette transition. Il devrait aussi restructurer sa dette souveraine (principal et intérêts) pour réduire les 17 milliards des dollars qu'il doit payer dans les dix-huit mois à venir. Tout ceci est faisable, même au cours actuel du brut, parce que le Venezuela a déjà ajusté son niveau d'importations à la chute des prix du pétrole qui représente plus du 90 % de ses revenus en devises. Cet ajustement a été énorme : les importations ont chuté de plus de 50 % depuis 2012. En comparaison, la Grèce a réduit ses importations de 28 % en six ans de dépression.

Cela signifie que la partie la plus difficile de l'ajustement, celle qui oblige souvent les gens à revoir à la baisse leur niveau de vie afin de réduire fortement les importations, a déjà été réalisée. Il reste à ajuster les prix relatifs pour arriver à la récupération. Le Venezuela pourrait retrouver rapidement la croissance économique, sans passer par la récession prolongée qu'impose un ajustement de type néolibéral.

Une bonne partie de la gauche, y compris des membres du gouvernement et de la base du PSUV, sont opposés à ces réformes économiques. Ils estiment qu'il s'agit d'un « paquet » néolibéral, proche de celui du FMI, qui, dans le passé, a fait exploser la pauvreté. Ils pensent que conserver un taux de change fixe sonne « socialiste », et qu'un taux de change flottant est une réforme de « libre marché ». En réalité, le marché noir est l'un des « marchés libres » les plus destructeurs qui soient. C'est le « capitalisme sauvage » dénoncé par Hugo Chavez, le même Chavez qui avait laissé flotter le bolivar en février 2002, période où les réserves de devises avaient augmenté, malgré la forte instabilité politique de l'époque. Rappelons aussi le soutien du FMI aux taux de change fixes et surévalués, avec les résultats désastreux observés en Argentine, au Brésil, en Russie et dans plusieurs autres pays asiatiques à la fin des années 1990.

Il n'y a rien de néolibéral dans un programme de gouvernement qui crée de l'emploi, protège les salaires de l'inflation, organise un soutien pour l'accès aux aliments et aux produits de base, protège la population du fardeau associé à l'ajustement des prix relatifs.

Mais, malgré cela, des gens de gauche pensent que le Venezuela peut remonter la pente sans s'attaquer à ses déséquilibres les plus fondamentaux et destructeurs [1]. Pendant ce temps, le gouvernement des Etats-Unis - qui depuis quinze ans promeut un « changement de régime » à Caracas - cherche à déstabiliser encore davantage l'économie. En mars 2016, le président Obama a réaffirmé que le Venezuela représentait « une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale » des Etats-Unis, et il a imposé de nouvelles sanctions économiques, pas très importantes en réalité, mais qui envoient un message très négatif aux investisseurs.

Les médias internationaux remplissent pour leur part leur rôle traditionnel. Ils ont relayé de nombreux rapports qui se sont révélés faux. En 2015, certains indiquaient en effet que le taux de pauvreté avait augmenté au Venezuela de 76 %, ce qui était pratiquement impossible. Le FMI, habitué à faire des pronostics sous influence politique, a annoncé que le PIB du pays se réduirait de 10 % en 2015. En réalité, la contraction n'a été que de 5,7%. Les médias ont également publié les projections d'inflation fournies par le FMI (720 % pour 2016), mais il est fort probable qu'elle soit in fine loin de ce chiffre.

Il est néanmoins nécessaire d'insister : même en cas de nouvelles hausses du prix du pétrole, l'économie vénézuélienne ne pourra pas se rétablir sans procéder à des réformes importantes pour résoudre ses graves déséquilibres.

**Mark Weisbrot\*** pour le [CEPR](#)

Original In English : « [Can the Venezuelan Economy Be Fixed ?](#) »

\***Mark Weisbrot** est co-directeur du Center for Economic and Policy Research à Washington. Il est également président de l'organisation Just Foreign Policy : [www.justforeignpolicy.org](http://www.justforeignpolicy.org)). Traduction : Rosa Gutierrez. .**Twitter** : [www.twitter.com/MarkWeisbrot](https://www.twitter.com/MarkWeisbrot)

---

[1] Lire, par exemple, l'article d'Alfredo Serrano, conseiller du gouvernement, « [Las tesis económicas del chavismo](#) », Le Monde diplomatique en espagnol, septembre 2016. L'auteur ne mentionne jamais le système de change dysfonctionnel du Venezuela !